

Gelet op de na de beraadslaging van de Regering van 17 juni 1996 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De dagelijkse forfaitaire bedragen die als basis dienen voor de berekening van de subsidies voorzien bij artikel 7 van voormeld besluit van 10 mei 1982 van de Executieve van de Franse Gemeenschap zijn als volgt vastgesteld :

1° Tegemoetkoming in de vergoeding van de oefenmeesters :

a) oefenmeesters die houder zijn van titels en hoedanigheden gerangschikt in categorie I : zevenhonderd vijftig frank;

b) oefenmeesters die houder zijn van titels en hoedanigheden gerangschikt in categorie II : zeshonderd frank;

c) oefenmeesters die houder zijn van titels en hoedanigheden gerangschikt in categorie III : vijfhonderd vijftwintig frank;

d) oefenmeesters die houder zijn van titels en hoedanigheden gerangschikt in categorie IV : vierhonderd vijftig frank.

2° Tegemoetkoming voor de vergoeding van de verantwoordelijke voor de leiding en de coördinatie van de sportactiviteiten : zevenhonderd vijftig frank;

3° Tegemoetkoming berekend naar rata van het aantal stagiairs : dertig frank per stagiair.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Het besluit van 11 mei 1982 van de executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de dagelijkse forfaitaire tegemoetkomingsbedragen voor de berekening van de subsidies toegekend aan de organisatoren van sportkampen, wordt opgeheven.

Brussel, 10 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger en Kunstonderwijs, Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 -- 1875

[C - 27489]

4 JUILLET 1996. — Décret relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle principalement en application de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

En outre, les articles 2, 3 et 4 règlent aussi des matières visées à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — L'action régionale

Art. 2. Le Gouvernement arrête les mesures de discrimination positive favorisant l'égalité des chances des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Art. 3. La Région et les organismes publics ou privés qui contribuent à la mise en œuvre de la politique de la Région ou qui sont subventionnés par elle facilitent par des mesures positives l'accès des personnes étrangères ou d'origine étrangère aux services publics et privés.

Art. 4. Le Gouvernement présente chaque année au Conseil régional wallon un rapport d'évaluation sur la politique relative à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE III. — Des centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère en région de langue française

Art. 5. Le Gouvernement agréé six centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères situés à Charleroi, La Louvière, Liège, Mons, Namur, Verviers et dont le ressort est défini par le Gouvernement.

Il peut agréer d'autres centres pour autant qu'ils desservent au moins une zone d'action prioritaire telle que définie par le Gouvernement et qu'ils couvrent au moins le territoire d'un arrondissement.

Art. 6. Les centres pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère ont pour mission d'assurer :

1° le développement d'activités d'intégration aux plans social et socio-professionnel ainsi qu'en matière de logement et de santé, de préférence dans le cadre de conventions passées avec les pouvoirs locaux et les associations;

2° la promotion de la formation de personnes étrangères ou d'origine étrangère et du personnel des services s'adressant partiellement ou totalement à ces personnes;

3° la collecte de données statistiques, leur traitement, la mise en place d'indicateurs ainsi que la diffusion d'informations facilitant l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

(1) Session 1995-1996

Documents du Conseil. — 148 (1995-1996) N^o 1 à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 26 juin 1996. Discussion. Vote.

4° l'accompagnement ou l'orientation des personnes étrangères ou d'origine étrangère dans toutes leurs démarches d'intégration, de préférence dans le cadre de conventions passées avec les pouvoirs locaux et les associations;

5° l'évaluation des initiatives locales de développement social, laquelle fait l'objet d'une transmission au Gouvernement wallon;

6° la promotion de la participation des personnes étrangères ou d'origine étrangère à la vie culturelle, sociale et économique;

7° la promotion des échanges interculturels et du respect des différences.

Art. 7. Pour être agréés, les centres doivent être créés à l'initiative des pouvoirs publics ou des associations, en veillant à ce que les pouvoirs publics et les associations disposent toujours chacun de la parité des voix dans les organes d'administration et de gestion.

Art. 8. Les centres doivent organiser un conseil représentatif des associations et des pouvoirs publics qui exercent leur action en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sur le territoire concerné, de façon à disposer d'un lieu de réflexion, de concertation, d'avis et de proposition.

Art. 9. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le centre.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte en tout cas :

1° la description des tâches assumées par le centre;

2° la composition des organes d'administration et de gestion;

3° les statuts du pouvoir organisateur;

4° les renseignements relatifs à la population desservie et aux objectifs poursuivis;

5° les conventions liées à l'exercice des missions du centre;

6° les modalités de constitution du conseil représentatif et ses relations avec le centre.

Art. 10. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour un terme renouvelable de six ans maximum. Lorsque l'agrément est accordé pour une période inférieure à six ans, le Gouvernement devra motiver sa décision.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement et de retrait de l'agrément.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus, de retrait ou de non-renouvellement de l'agrément.

Art. 11. Les centres doivent disposer au moins d'une personne chargée de la gestion journalière, dont le Gouvernement définit les qualifications.

Art. 12. Les centres doivent disposer d'un secrétariat et d'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins vingt personnes.

Les locaux des centres sont ouverts au moins cinq jours par semaine.

Le règlement d'ordre intérieur élaboré par le centre et approuvé par le Gouvernement règle notamment la manière dont les centres mettent leurs infrastructures à la disposition des associations ou des pouvoirs publics contribuant à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Art. 13. Les centres visés à l'article 5, alinéa 1er, bénéficient annuellement :

1° de subventions couvrant au moins les rétributions du responsable de la gestion journalière et d'une secrétaire à mi-temps;

2° d'une subvention d'au moins 750 000 francs couvrant les frais de fonctionnement et d'activités.

Les centres visés à l'article 5, alinéa 2, bénéficient annuellement :

1° de subventions couvrant au moins les rétributions du responsable de la gestion journalière;

2° d'une subvention d'au moins 375 000 francs couvrant les frais de fonctionnement et d'activités.

Les échelles de traitement prises en compte sont celles appliquées pour les fonctionnaires de la Région d'un niveau équivalent.

De plus, les centres peuvent percevoir des subventions couvrant des activités exceptionnelles.

Les subventions visées au présent article sont octroyées dans la limite des crédits inscrits au budget et des dispositions arrêtées par le Gouvernement.

Art. 14. Un comité d'accompagnement est chargé d'évaluer l'action des centres pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, de veiller au respect de leurs obligations telles que fixées par ou en vertu du présent décret et de promouvoir un réseau de relations permanentes avec les centres.

Il donne un avis sur les décisions portant retrait, refus ou renouvellement d'agrément des centres.

Le Gouvernement fixe la composition et les règles de fonctionnement du comité d'accompagnement. Il nomme ses membres.

CHAPITRE IV. — Des initiatives locales de développement social en région de langue française

Art. 15. Le Gouvernement subventionne les initiatives locales menées par un pouvoir public local, une intercommunale, une association sans but lucratif ou une association de fait, qui recouvrent les domaines suivants :

1° la médiation sociale ou interculturelle;

2° l'aide à l'exercice des droits et des obligations des personnes étrangères ou d'origine étrangère quel que soit le domaine concerné;

3° l'alphabétisation, la formation et l'insertion socio-professionnelles;

4° l'amélioration de la compréhension et de la connaissance mutuelle entre autochtones et personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Art. 16. § 1er. Pour bénéficier des subventions, les initiatives locales de développement social pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère doivent :

1° mener une action s'insérant dans la politique régionale d'intégration;

2° programmer leurs actions sur base annuelle ou pluriannuelle. La programmation est au maximum de trois ans.

Les projets doivent comporter un descriptif de la situation existante et définir clairement les objectifs poursuivis et les moyens à mettre en œuvre.

Les subventions sont octroyées en priorité aux projets qui font l'objet d'une évaluation en application de l'article 6, 5°, du présent décret et, au besoin, aux projets qui bénéficient de subventions, dans le cadre de la politique d'intégration, émanant d'autres instances fédérales ou européennes.

§ 2. Les subventions visées au § 1er sont accordées pour couvrir les dépenses de personnel et de fonctionnement directement liées à la réalisation des initiatives locales de développement social pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

CHAPITRE V. — *Le contrôle*

Art. 17. Le contrôle administratif, financier et qualitatif des centres et des initiatives locales est exercé par les fonctionnaires désignés à cet effet. Ils ont libre accès aux locaux et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 06 — 1875

[C — 27489]

4. JULI 1996 — Dekret über die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt insbesondere in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung einen Bereich, der in Artikel 128 § 1 der Verfassung angeführt wird.

Des weiteren regeln die Artikel 2 3 und 4 ebenfalls die in Artikel 39 der Verfassung angeführten Bereiche.

KAPITEL II — *Regionale Aktion*

Art. 2 - Die Regierung verabschiedet die Maßnahmen zur positiven Diskriminierung, die die Chancengleichheit der Ausländer oder der Personen ausländischer Herkunft fördern.

Art. 3 - Die Region und die öffentlichen oder privaten Einrichtungen, die zur Durchführung der regionalen Politik beitragen, oder die von der Region subventioniert werden, erleichtern durch positive Maßnahmen den Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft den Zugang zum öffentlichen oder privaten Dienst.

Art. 4 - Die Regierung unterbreitet dem Wallonischen Regionalrat spätestens am 30. Juni des darauffolgenden Jahres einen Jahresbericht zur Bewertung der Politik bezüglich der Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft.

KAPITEL III — *Regionale Zentren für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft im französischen Sprachgebiet*

Art. 5 - Die Regierung beschließt die Zulassung von sechs Regionalzentren für die Integration von Ausländern oder der Personen ausländischer Herkunft, die sich in Charleroi, La Louvière, Lüttich, Mons, Namur und Verviers befinden und deren Zuständigkeitsbereich von der Regierung festgelegt wird.

Diese ist berechtigt, die Zulassung andere Zentren zu beschließen, unter der Bedingung, daß sie mindestens ein von der Regierung definiertes vorrangiges Aktionsgebiet betreuen, und daß sie mindestens das Gebiet eines Bezirks abdecken.

Art. 6 - Die Aufgabe der Zentren für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft besteht darin:

1° die Entwicklung von Integrationsaktivitäten auf sozialer und sozial-beruflicher Ebene sowie in den Bereichen Wohnungs- und Gesundheitswesen, vorzugsweise im Rahmen von mit den lokalen Behörden und Vereinigungen getroffenen Abkommen;

2° die Ausbildungsförderung von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft und der Personalmitglieder der Dienststellen, die teilweise oder vollständig für die vorgenannten Personen bestimmt sind;

(1) Sitzungsperiode 1995-1996

Dokumente des Rates. — 148 (1995-1996) Nrn. 1 bis 9

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 26. Juni 1996 Diskussion. — Abstimmung.

3° das Sammeln von statistischen Daten, ihre Auswertung, die Einführung von Indikatoren sowie die Verbreitung von Informationen, die die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft erleichtern;

4° Begleit- und Orientierungsmaßnahmen der Ausländer oder der Personen ausländischer Herkunft bei allen Schritten zur Integration, vorzugsweise im Rahmen von mit den lokalen Behörden und Vereinigungen getroffenen Abkommen;

5° die Bewertung der lokalen Initiativen für die soziale Entwicklung, zu der der Wallonischen Regierung ein Bericht übermittelt wird;

6° die Förderung der Teilnahme der Ausländer oder der Personen ausländischer Herkunft am kulturellen, sozialen und wirtschaftlichen Leben;

7° die Förderung des kulturübergreifenden Austausches und der Achtung der kulturellen Unterschiede, zu gewährleisten.

Art. 7 - Um zugelassen zu werden, müssen die Zentren im Anschluß an eine Initiative der öffentlichen Behörden oder der Vereinigungen gegründet werden, wobei zu beachten ist, daß die öffentlichen Behörden oder die Vereinigungen stets jeweils über die gleiche Anzahl Stimmen in den Verwaltungs- und Führungsgremien verfügen.

Art. 8 - Die Zentren sind verpflichtet, einen repräsentativen Rat der Vereinigungen und der öffentlichen Behörden, deren Tätigkeitsbereich die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft auf dem betreffenden Gebiet betrifft, einzusetzen, um somit über eine Instanz zu verfügen, in der Überlegungen und Konzertierungen angestellt, sowie Gutachten und Vorschläge ausgearbeitet werden können.

Art. 9 - Das Zentrum reicht den Zulassungsantrag bei der Regierung ein. Diese legt den Inhalt der Antragsakte fest. Die genannte Akte umfaßt in allen Fällen:

1° die Beschreibung der Aufgaben, die das Zentrum wahrnimmt;

2° die Zusammenstellung der Verwaltungs- und Führungsgremien;

3° die Statuten der organisierenden Gewalt;

4° die Informationen bezüglich der Zielbevölkerung und der Zielsetzungen;

5° die mit der Ausübung der Aufgaben des Zentrums verbundenen Abkommen;

6° die Durchführungsbestimmungen für die Bildung des repräsentativen Rates und für dessen Beziehungen zu dem Zentrum.

Art. 10 - Die Zulassung wird von der Regierung für einen erneuerbaren Zeitraum von höchstens sechs Jahren erteilt. Wird die Zulassung für einen kürzeren Zeitraum erteilt, ist dieser Beschluß von der Regierung zu rechtfertigen.

Die Zulassung kann entzogen werden, im Falle einer Nichtbeachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der gemäß dem vorliegenden Dekret festgelegten Bestimmungen.

Die Regierung bestimmt die Durchführungsbestimmungen für die Erteilung, die Erneuerung oder den Entzug der Zulassung. Sie legt ebenfalls die Beschwerdemöglichkeiten bei Verweigerung, Entzug oder Verweigerung der Erneuerung der Zulassung fest.

Art. 11 - Die Zentren müssen über wenigstens eine Person verfügen, die mit der alltäglichen Verwaltung beauftragt ist. Die Regierung bestimmt die erforderlichen Qualifikationen dieser Person.

Art. 12 - Die Zentren müssen über ein Sekretariat verfügen sowie über einen Sitzungssaal mit einer Aufnahmefähigkeit von wenigstens zwanzig Personen.

Die Räumlichkeiten des Zentrums sind mindestens fünf Tage in der Woche geöffnet.

Die Hausordnung wird durch das Zentrum ausgearbeitet und von der Regierung genehmigt.

Diese Ordnung regelt insbesondere die Art und Weise, auf die die Infrastrukturen den Vereinigungen oder öffentlichen Behörden, die zur Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft beitragen, zur Verfügung gestellt werden.

Art. 13 - Die in Artikel 5 Absatz 1 angeführten Zentren gelangen jährlich in den Genuß:

1° von Subventionen, die mindestens die Gehälter der für die tägliche Verwaltung verantwortlichen Person und einer halbtags beschäftigten Sekretärin abdecken;

2° einer Subvention von mindestens 750 000 BEF zur Abdeckung der laufenden Kosten und der Ausgaben für die Aktivitäten.

Die in Artikel 5 Absatz 2 angeführten Zentren gelangen jährlich in den Genuß:

1° von Subventionen, die mindestens die Gehälter der für die tägliche Verwaltung verantwortlichen Person abdecken;

2° einer Subvention von mindestens 750 000 BEF zur Abdeckung der laufenden Kosten und der Ausgaben für die Aktivitäten.

Bei den berücksichtigten Gehaltstabellen handelt es sich um jene, die auf die Beamten der Region gleichen Dienstgrades angewandt werden.

Die Zentren sind zudem berechtigt, Subventionen für die Finanzierung außergewöhnlicher Aktivitäten zu beziehen.

Die im vorliegenden Artikel angeführten Subventionen werden in Höhe der im Haushalt vorgesehenen Haushaltsmittel und innerhalb der von der Regierung verabschiedeten Bestimmungen gewährt.

Art. 14 - Ein Begleitausschuß wird beauftragt, die Aktion der Zentren für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft zu bewerten, die Beachtung der Verpflichtungen der Zentren, die durch das vorliegende Dekret oder gemäß diesem Dekret festgelegt werden, zu überwachen und ein Netz ständiger Verbindungen mit den Zentren zu fördern.

Dieser Ausschuß gibt ein Gutachten ab über die Beschlüsse zum Entzug, zu der Verweigerung oder der Erneuerung der Zulassung der Zentren.

Die Regierung legt die Zusammensetzung und die Arbeitsbestimmungen des Begleitausschusses fest. Sie ernennt dessen Mitglieder.

KAPITEL IV — Lokalinitiativen für die soziale Entwicklung im französischen Sprachgebiet

Art. 15 - Die Regierung subventioniert die lokalen Initiativen einer lokalen öffentlichen Behörde, einer Vereinigung ohne Erwerbszweck oder eines nicht rechtsfähigen Vereines in den folgenden Bereichen:

1° soziale oder kulturübergreifende Vermittlung;

2° Hilfestellung bei der Ausübung der Rechte und Pflichten der Ausländer oder Personen ausländischer Herkunft in allen Bereichen;

3° Alphabetisierung, Ausbildung und sozial-berufliche Eingliederung;

4° Verbesserung des gegenseitigen Verständnisses und des Kennenlernens zwischen der einheimischen Bevölkerung und den Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft.

Art. 16 - § 1. Um in den Genuß der Subventionen zu gelangen, sind die Verantwortlichen der Lokalinitiativen für die soziale Entwicklung zur Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft verpflichtet:

1° eine Aktion durchzuführen, die sich in die regionale Integrationspolitik einfügt;

2° ihre Aktionen über ein oder mehrere Jahre einzuplanen. Die Programmplanung erstreckt sich über maximal drei Jahre.

Die Projekte umfassen verpflichtenderweise eine Beschreibung der bestehenden Lage. Sie legen deutlich die Ziele fest sowie die eingesetzten Mittel, um diese zu erreichen.

Die Subventionen werden prioritär für jene Projekte gewährt, die Gegenstand einer Bewertung in Anwendung von Artikel 6 5° des vorliegenden Dekrets sind und falls notwendig für jene Projekte, für die im Rahmen der Integrationspolitik Subventionen von anderen föderalen oder europäischen Instanzen gewährt werden.

§ 2. Die in § 1 angeführten Subventionen werden gewährt, um die Personal- und Verwaltungskosten abzudecken, die in direktem Zusammenhang mit der Durchführung der Lokalinitiativen zur sozialen Entwicklung für die Integration von Ausländern oder Personen ausländischer Herkunft stehen.

KAPITEL V — Die Kontrolle

Art. 17 - Die Verwaltungs-, Finanz- und Qualitätskontrolle der Zentren und der Lokalinitiativen wird durch die zu diesem Zweck bezeichneten Beamten ausgeübt. Diese haben freien Zugang zu den Räumlichkeiten und sind berechtigt, vor Ort die Schriftstücke und Dokumente einzusehen, die sie für die Durchführung ihrer Ausgabe für notwendig erachten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,

beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

J.-P. GRAPE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1875

[C - 27489]

4 JULI 1996. — Decreet betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt hoofdzakelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Bovendien regelen de artikelen 2, 3 en 4 eveneens aangelegenheden bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Gewestelijke actie

Art. 2. De Regering bepaalt de maatregelen van positieve onderscheiding tot aanmoediging van gelijke kansen voor vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst.

Art. 3. Het Gewest en de openbare en privé-instellingen die bijdragen tot de inwerkingstelling van het beleid van het Gewest of die erdoor gesubsidieerd worden vergemakkelijken de toegang van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst tot openbare en privé-diensten door positieve acties.

(1) Zitting 1995-1996

Stukken van de Raad. — 148 (1995-1996) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 26 juni 1996, Bespreking, Stemming.

Art. 4. Ieder jaar legt de Regering een evaluatieverslag voor aan de Waalse Gewestraad betreffende het beleid inzake integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, ten laatste vóór 30 juni van het volgend jaar.

HOOFDSTUK III. — Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst in Franstalig gebied

Art. 5. De Regering erkent zes gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen te Charleroi, La Louvière, Luik, Bergen, Namen, Verviers waarvan het ambtsgebied door de Regering wordt bepaald.

Zij kan andere centra erkennen voor zover zij ten minste een voorrangactiezone bedienen zoals door de Regering bepaald en ten minste overeenstemmen met het grondgebied van een arrondissement.

Art. 6. De centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst hebben tot doel te zorgen voor :

1° de ontwikkeling van integratieactiviteiten op sociaal en sociaal-economisch vlak, alsook inzake huisvesting en gezondheid, bij voorkeur in het raam van overeenkomsten afgesloten met de plaatselijke besturen en verenigingen;

2° de promotie van de opleiding van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst en van het personeel van de diensten die geheel of ten dele voor deze personen bedoeld zijn;

3° de inzameling van statistische gegevens, hun verwerking, het opstellen van gidsen, alsmede de verspreiding van informatie die de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst vergemakkelijkt;

4° de begeleiding of de voorlichting van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst in al hun pogingen tot integratie, bij voorkeur in het raam van overeenkomsten afgesloten met de plaatselijke besturen en de verenigingen;

5° de evaluatie van plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling die naar de Waalse Regering wordt doorgestuurd;

6° de promotie van de medewerking van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst aan het cultureel, sociale en economisch leven;

7° de promotie van interculturele uitwisselingen en van de eerbied van de verschillen.

Art. 7. Om te worden erkend dienen de centra te worden opgericht op initiatief van de overheid of van verenigingen, en dient ervoor gezorgd dat de overheid en de verenigingen ieder steeds over de stemmenpariteit in de bestuurs- en beheersorganen beschikt.

Art. 8. De centra moeten een raad inrichten die representatief is van de verenigingen en overheden die acties voeren inzake integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst op het betrokken grondgebied zodat zij kunnen beschikken over een plaats voor gedachtenwisseling, overleg, advies en initiatieven.

Art. 9. De aanvraag tot erkenning wordt bij de Regering ingediend door het centrum.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier van aanvraag tot erkenning. Dit dossier bevat in ieder geval :

1° de beschrijving van de door het centrum waargenomen taken;

2° de samenstelling van de bestuurs- en beheersorganen;

3° de statuten van de inrichtende macht;

4° de inlichtingen betreffende de geholpen bevolking en de nagestreefde doelstellingen;

5° de overeenkomsten verbonden aan de uitvoering van de opdrachten van het centrum;

6° de samenstellingswijze van de representatieve raad en zijn betrekkingen met het centrum.

Art. 10. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een hernieuwbare termijn van maximum zes jaar. Wanneer de erkenning toegekend is voor een periode van minder dan zes jaar moet de Regering haar beslissing motiveren.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen die vastgesteld zijn krachtens dit decreet.

De Regering bepaalt de toekenning-, vernieuwings- en intrekkingprocedure van de erkenning.

Zij bepaalt de voorwaarden van een beroep in geval van weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning.

Art. 11. De centra moeten beschikken over ten minste één persoon belast met het dagelijks beheer en van wie de Regering de kwalificaties bepaalt.

Art. 12. De centra moeten beschikken over een secretariaat en een vergaderlokaal voor ten minste twintig personen.

De centra zijn ten minste vijf dagen per week open.

Het door het centrum opgesteld en door de Regering goedgekeurd huishoudelijk reglement voorziet onder meer in de wijze volgens welk de centra hun infrastructuur ter beschikking stellen van de verenigingen of de overheid die bijdragen tot de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

Art. 13. De in artikel 5, 1e lid, bedoelde centra hebben jaarlijks recht op :

1° toelagen die ten minste de bezoldiging van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer en van een halftijdse secretaresse dekken;

2° een toelage van ten minste 750 000 frank die de werkingskosten en de kosten verbonden aan de activiteiten dekken.

De in artikel 5, 2e lid, bedoelde centra hebben jaarlijks recht op :

1° toelagen die ten minste de bezoldiging van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer dekken;

2° een toelage van ten minste 375 000 frank die de werkingskosten en de kosten verbonden aan de activiteiten dekken.

De in acht genomen weddeschalen zijn die die toegepast zijn op ambtenaren van het Gewest van een gelijkwaardig niveau.

Bovendien kunnen de centra toelagen ontvangen voor buitengewone activiteiten.

De in dit artikel bedoelde toelagen worden toegekend binnen de perken van de daartoe ingeschreven kredieten in de begroting en volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering.

Art. 14. Een begeleidingscomité is belast met de evaluatie van de actie van de centra voor integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, met de zorg voor de naleving van hun verplichtingen zoals zij bepaald zijn bij of krachtens dit decreet en de promotie van een net van permanente betrekkingen met de centra.

Het geeft een advies over de beslissingen tot intrekking, weigering of hernieuwing van de erkenning van de centra. De Regering bepaalt de samenstelling en de werkingsregels van het begeleidingscomité. Zij benoemt de leden ervan.

HOOFDSTUK IV. — De plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling in Franstalig gebied

Art. 15. De Regering subsidieert de plaatselijke initiatieven ondernomen door een plaatselijke overheid, een intercommunale, een vereniging zonder winstgevend doel of een feitelijke vereniging en die volgende gebieden omvatten :

- 1° de sociale of interculturele bemiddeling;
- 2° de bijstand in de uitoefening van de rechten en plichten van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, ongeacht het bedoeld gebied;
- 3° de alfabetisering, de vorming en de sociale en economische inschakeling;
- 4° de verbetering van het begrip en de wederzijdse kennis tussen de autochtonen en de vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst.

Art. 16. § 1. Om recht te hebben op toelagen moeten de plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst :

- 1° een actie voeren die past in het gewestelijk integratiebeleid;
 - 2° hun acties programmeren op een jaar- of meerjarenbasis. De programmatie beslaat maximum drie jaar.
- De projecten moeten een beschrijving bevatten van de bestaande toestand en de nagestreefde doeleinden en de in werking te stellen middelen duidelijk omschrijven.

De toelagen worden bij voorrang toegekend aan de projecten die geëvalueerd worden overeenkomstig artikel 6, 5°, van dit decreet en, indien nodig, aan projecten die toelagen genieten in het raam van het integratiebeleid dat uitgaat van andere federale en Europese overheden.

§ 2. De in § 1 bedoelde toelagen worden toegekend om de personeels- en werkingsuitgaven te dekken, die rechtstreeks verbonden zijn aan de uitvoering van de plaatselijke initiatieven van sociale ontwikkeling voor de integratie van vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst.

HOOFDSTUK V. — Toezicht

Art. 17. Het administratief, financieel en kwalitatief toezicht op de centra en plaatselijke initiatieven wordt uitgevoerd door daartoe aangestelde ambtenaren. Zij hebben vrije toegang tot de lokalen en hebben het recht tot inzage ter plaatse van de stukken en bescheiden die zij nodig achten voor de uitvoering van hun opdrachten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 96 — 1876

[C — 27487]

25 JUILLET 1996. — Décret modifiant l'article 4 du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. A l'article 4 du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, il est inséré un paragraphe 3 libellé comme suit :

"1° Est puni d'une amende de 26 F à 50 000 F celui qui ne paye pas ou ne pave pas en temps utile les cotisations énoncées au § 1er, 3e alinéa, du présent article. Cette amende est également applicable à celui qui ne présente pas ou ne présente pas en temps utile la déclaration requise pour déterminer les cotisations, conformément aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent décret.

2° Les fonctionnaires habilités par le conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture sont chargés de rechercher et de constater les infractions définies dans le présent article, sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — 172 (1995-1996) N° 1.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 juillet 1996.

Discussion. — Vote.